

Interarmées : anticipation et numérisation, gages de la supériorité opérationnelle



Les nouvelles technologies de l'information profitent également aux adversaires asymétriques, qui évoluent plus vite que les armées régulières. Celles-ci doivent s'adapter pour éviter le « décrochage opérationnel ».

Ce thème a fait l'objet d'un colloque organisé, le 3 mai 2018 à Paris, par le Commandement pour les opérations interarmées (CPOIA) à l'occasion de son 25ème anniversaire. Y sont notamment intervenus : le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées ; le général de corps d'armée Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef « opérations » de l'Etat-major des armées ; Olivier Zajec, chef de cours à l'Ecole de guerre et conférencier à l'Institut des hautes études de défense nationale et au Centre des hautes études militaires.

« **L'art opératif** ». Le niveau opératif d'une opération extérieure se situe entre

les niveaux stratégique (autorités politiques) et tactique (manœuvres et combats). Conception française de conduire la guerre, l'art opératif s'exerce sur de nouveaux champs de conflictualité, rappelle le général Lecointre. Aux affrontements traditionnels sur mer, sur terre et dans les airs, s'ajoutent ceux dans l'espace et le cyber et peut-être d'autres qui restent à imaginer. En outre, la portée de systèmes d'armes s'accroît et le nombre de capteurs se multiplie. Par ailleurs, la capacité à manœuvrer sur un champ très large, comme celui de l'opération « Barkhane » en cours au Sahel, implique une approche globale, difficile à mettre en œuvre. De plus, le temps connaît une mutation, où une action continue complète une série d'actions séquentielles. A terme, il faudra résoudre l'équation entre les contraintes des moyens et les objectifs à atteindre dans une crise évolutive. Cela impliquera d'abord une souplesse de l'organisation des forces, qui prendra en compte les évolutions technologiques. Innovation et imagination entreront dans le choix du mode d'action pour obtenir une supériorité opérationnelle, grâce au numérique et à l'intelligence artificielle. En matière d'informations, il faudra empêcher un cloisonnement vertical entre les niveaux stratégique, opératif et tactique, tout en évitant, pour le niveau supérieur, de se substituer au niveau subalterne où chacun doit pouvoir se concentrer sur la tâche de son niveau. Enfin, il ne faudra pas céder au « tout technologique » souligne le chef d'état-major des armées.

Conduite et contrôle. La numérisation permet l'enregistrement des données et la vérification du résultat d'une opération pour conduire la manœuvre à tout instant, indique Olivier Zajec. Dès 1973, en pleine guerre du Viêt Nam, le général américain William Westmoreland anticipe le champ de bataille du futur : forces ennemies localisées, traquées et ciblées presque instantanément par l'utilisation de liaisons de transmission ; évaluation de l'espionnage assisté par ordinateur ; contrôle automatisé de tirs. Le retour d'expérience français de la guerre du Golfe (1990-1991) préconise : une entité de planification des opérations ; un cycle d'entraînement interarmées pour préparer les opérations majeures ; l'emploi de moyens de communication mobiles, fiables et compatibles avec les systèmes alliés pour permettre l'exercice du commandement ; fluidification de la manœuvre entre les armées de Terre et de l'Air. En 25 ans, l'organisme devenu aujourd'hui le CPOIA a porté ses efforts selon quatre axes : adaptation des structures de commandement ; recherche de solutions techniques et humaines pour trier les énormes flux de données qui menace de submerger les postes de commandement ; adaptation des boucles décisionnelles au temps numérique pour

définir le tempo idéal d'une action de la force ; détermination de la place respective des niveaux stratégique, opératif et tactique dans la conduite des opérations. L'enjeu de demain porte sur l'équilibre entre les technologies de communication en temps réel et la marge d'initiative à laisser au plus bas niveau. Depuis septembre 2017, le groupe de travail sur le commandement interarmées des engagements prend en compte la compression de l'espace et du temps par la révolution numérique et la concentration de l'intelligence pour anticiper, planifier conduire et évaluer une opération. Le filtrage des données et le partage de leur exploitation à tous les niveaux permettent de décider l'action à mener et d'améliorer l'art opératif.

Défis technologiques et humains. La révolution numérique vise à améliorer la compréhension de situations complexes et volatiles et à décider dans des délais de plus en plus courts. Enjeu majeur, le filtrage des données en surabondance consiste à détecter les « pépites », accélérer le traitement des données et en extraire des tendances et des « signaux faibles ». Il s'agit d'obtenir la bonne information pour prendre la bonne décision, explique le général de Saint-Quentin. Il convient de se prémunir contre la désinformation pour contrer une manœuvre très sophistiquée et, par l'anticipation, de discerner les intentions de l'adversaire. Le numérique donne de l'agilité à une « planification sur mesure », car chaque cas appelle une réponse différente. A l'instar du Commandement des opérations spéciales, le contrôle opérationnel doit être dévolu, pour une courte période, à la composante de la force la mieux placée pour fusionner toutes les compétences au poste de commandement. Sont concernées : l'armée de l'Air pour le transport et la frappe ; la Marine nationale pour la permanence sur zone ; une composante alliée, britannique ou américaine. Outre la gestion des équipes opérationnelles et non opérationnelles, la conduite et le contrôle des opérations impliquent de favoriser les initiatives par délégation de commandement. Sur le plan technique, il s'agit d'imposer des normes mais dans un environnement collaboratif et de prendre ce qui existe déjà dans le secteur civil. Toutes les hypothèses doivent prendre en compte les cyberattaques contre les centres de commandement, garants de la « survivabilité » militaire. La simulation de la conduite des opérations permet de valider une hypothèse et de l'appréhender en temps réel. Faute de mise à jour sur le plan numérique, l'interopérabilité disparaît, avertit le général de Saint-Quentin.

Loïc Salmon

« Serval » : manœuvre aéroterrestre en profondeur et durcissement de l'engagement

Centrafrique : l'opération « Sangaris » au niveau « opératif »

Enjeux de guerre : réfléchir à celle d'aujourd'hui et imaginer celle de demain

Le commandement de niveau opératif, projeté sur un théâtre, recouvre les dimensions militaire, civilo-militaire et politico-militaire d'opérations planifiées et conduites par une ou plusieurs forces dans un cadre national ou multinational. Ce niveau d'intégration permet d'atteindre les objectifs militaires fixés par le commandement stratégique et de contribuer à la réalisation de l'état final recherché. Le « Commandement pour les opérations interarmées » regroupe 150 militaires issus des armées de Terre et de l'Air, de la Marine nationale, du Service du commissariat des armées ainsi que des officiers des nations alliées et du personnel civil. Il a armé des postes de commandement de niveau opératif au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (2002), en République démocratique du Congo (2003 et 2006), au Tchad (2008) sous l'égide de l'Union européenne, en Haïti (2010), en Libye (2011), en Jordanie (2012) et au Sahel (depuis 2013).